

# Deux empires sous le soleil : le grand rapprochement et la crise vénézuélienne de 1902-1903

Justin Richard Dubé (Université Laval)

Après la guerre d'indépendance américaine (1775-1783), les relations entre la Grande-Bretagne et les États-Unis ont connu des épisodes d'extrême tension, telles la guerre de 1812 ou la guerre de Sécession (1861-1865). Certes, quelques phases de détente se sont succédé au fil du temps, comme la période d'amitié commerciale du traité de Londres (1795-1805) ou encore la résolution pacifique des conflits frontaliers avec l'Amérique du Nord britannique (traité de Webster-Ashburton de 1842 et traité de l'Oregon de 1848). Il faut cependant attendre le tournant du xx<sup>e</sup> siècle pour que les relations anglo-américaines connaissent un ensoleillement inédit. Sur les plans diplomatique, politique, militaire et économique, les positions adoptées par les deux puissances s'alignent de plus en plus. Qualifiée de « Grand Rapprochement », cette nouvelle proximité survient alors que les États-Unis déploient de plus en plus leur influence à l'échelle internationale. Sous l'étendard de la doctrine Monroe, le gouvernement étatsunien multiplie les interventions militaires dans les pays hispano-américains, tout en étendant son emprise sur le Pacifique. Mais comment l'amitié naissante entre la Grande-Bretagne et les États-Unis peut-elle se concilier avec leurs ambitions impériales respectives ? Plus spécifiquement, comment cette amitié a-t-elle traversé la seconde crise vénézuélienne (1902-1903), lorsque l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne imposaient un blocus pour remboursement de dettes en plein continent américain ? Peut-on y voir une différence de traitement entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et, si oui, pourquoi ?

Plusieurs synthèses historiques sur les relations étrangères américaines<sup>1</sup> associent le Grand Rapprochement à la montée de « l'anglosaxonisme », une idéologie qui essentialise et survalorise une « race » anglophone, blanche, protestante et homogène. Ce nouveau paradigme aurait facilité la collaboration entre les « Anglo-Saxons » de part et d'autre de l'Atlantique, convaincus d'être unis par une destinée commune. Mais, selon les historiens Bradford Perkins, Alexander E. Campbell, Akira Iriye, Stuart Anderson, ou encore David H. Burton<sup>2</sup>, cette réconciliation s'explique aussi par le pragmatisme de l'Angleterre, qui

1. Alexander DeConde, *Ethnicity, Race, and American Foreign Policy. A History*, Boston, Northeastern University Press, 1992, 270 p. ; Jerald A. Combs, *The History of American Foreign Policy from 1895*, 4<sup>e</sup> édition, New York, Routledge, 2012, 560 p.
2. Bradford Perkins, *The Great Rapprochement. England and the United States, 1895-1914*, New York, Atheneum, 1968, 341 p. ; Alexander E. Campbell, *Great Britain and the United States, 1895-1903*, Westport, Greenwood Press, 1974, 216 p. ; Akira Iriye, *From Nationalism to Internationalism. U.S. Foreign Policy to 1914*, Londres, Routledge, 1977, p. 107. ; Stuart Anderson, *Race and Rapprochement*.

s'est montrée prête à effectuer de nombreuses concessions aux États-Unis et à respecter leur vision des relations internationales. Iestyn Adams note que l'insistance sur la « race anglo-saxonne » prouve justement que la coopération entre les deux pays n'allait pas de soi<sup>3</sup>.

Les conflits qui secouent le Venezuela au tournant du siècle constituent une vitrine d'observation de choix sur cette question. Ces crises découlent à la fois des ambitions territoriales européennes, notamment allemandes et britanniques, et de l'instabilité politique des régimes vénézuéliens. La seconde crise vénézuélienne voit la Grande-Bretagne et l'Allemagne intervenir en Amérique, au cœur de la sphère d'influence étatsunienne. Après cette crise, l'Angleterre continue de se rapprocher des États-Unis, contrairement à l'Allemagne. Pourquoi une telle différence ? Est-ce le fruit de « l'anglosaxonisme » ? Dans le sillage de l'historiographie, nous avançons que c'est surtout la capacité de la Grande-Bretagne à manœuvrer à l'intérieur des normes stratégiques et éthiques envisagées par Washington qu'un net contraste a pu être établi entre Londres et Berlin. En effet, la maladresse diplomatique, le militarisme et les ambitions atlantiques du Reich ont inquiété et rebuté la Maison-Blanche. Bref, contrairement à l'Allemagne, l'Angleterre n'a pas franchi, aux yeux des Américains, une ligne rouge susceptible de rompre définitivement leur nouvelle collaboration. Si l'anglosaxonisme a pu colorer le discours public des uns et des autres, il ne saurait expliquer toute l'affaire.

Nous proposons de creuser cette question en étudiant le discours tenu par l'administration du vingt-sixième président, Théodore Roosevelt, et par le Congrès dans le contexte de la crise vénézuélienne de 1902-1903. Nous analysons aussi les éditoriaux du *New York Times*, l'un des plus importants quotidiens du pays, offrant un aperçu sur la perception de la crise dans l'espace public. Ainsi, nous avons épluché les *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States*<sup>4</sup> pour la période 1901-1903, les débats du Congrès (1901-1904), les discours présidentiels (1901-1909), divers écrits de Roosevelt (autobiographie, correspondance, conférences, etc.) ainsi que l'ensemble des éditoriaux et des courriers des lecteurs du *New York Times* de décembre 1902 à février 1903.

Commençons par mettre en contexte le Grand Rapprochement, avant d'interpréter la gestion de la crise vénézuélienne par les dirigeants américains, puis l'évolution du discours public et ses répercussions sur la politique étrangère américaine.

---

*Anglo-Saxonism and Anglo-American Relations, 1895-1904*, Rutherford, Fairleigh Dickinson University, 1981, 237 p. ; David H. Burton, *British-American Diplomacy, 1895-1917. Early Years of the Special Relationship*, Malabar, Krieger Publishing Company, 1999, 154 p.

3. Iestyn Adams, *Brothers Across the Ocean. British Foreign Policy and the Origins of the Anglo-American "Special Relationship," 1900-1905*, Londres, Tauris Academic Studies, 2005, p. 191.
4. Les *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States* sont une série d'archives qui compilent les documents majeurs relatifs aux affaires étrangères américaines depuis Abraham Lincoln. Ils sont produits par le *Office of the Historian*, dans le Département d'État.

## L'anglosaxonisme, entre rêve et réalité

La construction littéraire, politique et scientifique de la nation de « race » est un fait culturel marquant du XIX<sup>e</sup> siècle. Déjà présentes au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, l'essentialisation et la prétention scientifique des races humaines se raffermissent, qu'il s'agisse de races classées par couleur (noire, blanche, jaune, etc.), par groupe macro-ethnique (slave, latine, germanique, etc.) ou par nation (anglaise, française, japonaise, etc.)<sup>6</sup>. De plus en plus populaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, « l'anglo-saxonisme » postule l'existence d'une « race » anglaise, blanche et protestante, descendante des tribus saxonnes du V<sup>e</sup> siècle. L'amour de la « liberté », si chère aux Anglo-Saxons, serait d'ailleurs né dans les épaisses forêts de la Germanie antique<sup>7</sup>. Les Saxons formeraient une « race » virile, morale, industrielle et aventurière, supérieure à toutes les autres. Concept à la fois mystique et pseudoscientifique, la « race saxonne » permet de justifier une certaine lecture de l'ordre international. Par exemple, en Chine, elle facilite la collaboration de la Grande-Bretagne et des États-Unis contre les ambitions de la Russie. Des politiciens, des journalistes et des écrivains popularisent alors l'idée d'une grande alliance anglo-saxonne, le ministre britannique Joseph Chamberlain proposant d'y inclure l'Allemagne, patrie d'origine des Saxons<sup>8</sup>. Mais, du point de vue des États-Unis, certains accrochages géopolitiques – par exemple aux îles Samoa (1887-1889) – et l'avènement de la politique expansionniste (*Weltpolitik*) du Kaiser Guillaume II relativisent les possibilités de rapprochement<sup>9</sup>. Les Allemands sont d'autant plus menaçants qu'appartenant eux aussi à la race supérieure « saxonne », ils semblent tout de même en renier un élément essentiel, à savoir la « liberté » politique<sup>10</sup>.

Mais les relations avec la Grande-Bretagne ne sont pas beaucoup plus faciles à l'époque. Depuis la Révolution américaine, la « perfide Albion<sup>11</sup> » s'avère constamment soupçonnée de comploter contre la République, ou encore de mener une concurrence économique déloyale<sup>12</sup>. En 1895, le premier ministre britannique lord Salisbury n'hésite pas à rejeter l'arbitrage américain pour fixer la frontière de la Guyane anglaise avec le Venezuela. En réplique, le président Grover Cleveland prononce un discours incendiaire devant le Congrès, menaçant d'entrer en guerre contre la Grande-Bretagne. Londres accepte alors

- 
5. Isabelle Baudino (dir.), *L'invention et la représentation des races au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Bordeaux, Centre disciplinaire bordelais d'étude des Lumières, 2010, 162 p.
  6. Voir par exemple *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1855), d'Arthur de Gobineau, ou encore *The Decent of Man* (1871), de Charles Darwin.
  7. Michael L. Krenn, « Liberty and the Anglo-Saxons », dans Nathaniel E. Gates, *Race and U.S. Foreign Policy from Colonial Times Through the Age of Jackson*, New York, Routledge, 1998, p. 101-114.
  8. Duncan Bell, *Dreamworlds of Race. Empire and the Utopian Destiny of Anglo-American*, Princeton, Princeton University Press, 2020, p. 14-34.
  9. Jörg Nagler, « From Culture to *Kultur*: Changing American Perceptions of Imperial Germany, 1871-1914 », dans David E. Barclay et Elisabeth Glaser-Schmidt, *Transatlantic Images and Perceptions. Germany and America since 1776*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 140-146.
  10. Michael L. Krenn, « The Hierarchy of Race », dans Gates, *op. cit.*, p. 82-83.
  11. Surnom péjoratif donné à l'Angleterre depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.
  12. Edward P. Crapol, *America for Americans. Economic Nationalism and Anglophobia in the Late Nineteenth Century*, Westport, Greenwood Press, 1973, p. 142-143.

de mauvais gré l'arbitrage américain, qui tranche de toute façon en sa faveur en 1899. Cette résolution pacifique favorise une recrudescence du discours anglosaxoniste<sup>13</sup>. Les deux pays s'entendent même en 1897 pour soumettre tout différend auprès d'un tribunal d'arbitrage, mais l'initiative fut bloquée au Sénat américain<sup>14</sup>.

La révolte cubaine de 1895-1898 entraîne les États-Unis en guerre contre l'Espagne, menant à la relative mise sous tutelle de l'île<sup>15</sup> et à l'annexion des Philippines. Contrairement aux grands pays européens comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne refuse de condamner les États-Unis. Puis vient la guerre des Boers (1899-1902), durant laquelle le vice-président Théodore Roosevelt prend le parti de l'Angleterre<sup>16</sup>. Au même moment, Londres et Washington négocient le traité Hay-Pauncefote (1901), qui confie aux États-Unis la construction d'une voie de passage maritime en Amérique centrale. Cette énorme concession catalyse le rappel de la flotte britannique basée aux Bermudes et l'abandon du port britannique d'Halifax en 1906, laissant toute la place à la flotte étatsunienne dans les Amériques.

Manifestement, de 1895 à 1901, le rapprochement entre les États-Unis et la Grande-Bretagne ne va pas de soi. Depuis plus d'un siècle, les deux puissances ont eu leur lot de frictions et de conflits géopolitiques. La montée en puissance des États-Unis pourrait, *a priori*, porter ombrage à l'hégémonie britannique à l'échelle internationale. Si les élites étatsuniennes ne sont pas insensibles aux appels de fraternité de race, les États-Unis doivent aussi défendre leurs intérêts nationaux. De plus, ils valorisent un certain ordre international que l'Angleterre se devrait de respecter pour acquérir l'amitié américaine, comme on peut le voir sous la présidence de Théodore Roosevelt (1901-1909). Ce personnage haut en couleur reste une figure emblématique du Rapprochement. Pourtant, durant la première crise vénézuélienne (1895), il prend le parti d'une ligne dure et suggère même d'envahir le Canada, advenant un conflit avec l'Angleterre. Selon ses propres mots, la neutralité britannique durant la guerre de 1898 opère toutefois une «révolution complète de ses sentiments» envers l'Angleterre<sup>17</sup>. De manière générale, l'approche de Roosevelt marie patriotisme américain et sensibilité internationaliste. Sa manière d'envisager la doctrine Monroe l'illustre bien. Ce principe, formulé en 1823, interdit toute annexion de nouveaux territoires américains par les Européens. Pour Roosevelt, il s'agit à la fois d'un principe de sécurité pour préserver les États-Unis des guerres dynastiques européennes sur leur continent et d'un premier pas vers une paix mondiale<sup>18</sup>. «It is simply a step, and a long step,

---

13. Burton, *op. cit.*, p. 14.

14. John M. Dobson, *America's Ascent. The United States Becomes a Great Power, 1880-1914*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1978, p. 83-86; Cedric C. Joseph, «The Venezuela-Guyana Boundary Arbitration of 1899. An Appraisal», *Caribbean Studies*, vol. 10, n° 2, juillet 1970, p. 56-89.

15. L'amendement Platt (1901) prévoit le retrait des troupes américaines, en compensation d'un droit d'ingérence.

16. Anderson, *op. cit.*, p. 96-108.

17. Theodore Roosevelt à Arthur Lee, 25 juillet 1900, cité dans William N. Tilchin, *Theodore Roosevelt and the British Empire. A Study in Presidential Statecraft*, New York, St Martin's Press, 1997, p. 16.

18. Theodore Roosevelt, *The Works of Theodore Roosevelt. American Ideals, Administration-Civil Service*, New York, The Co-operative Publication Society, G. P. Putnam, 1897, p. 246-254.

toward assuring the universal peace of the world by securing the possibility of permanent peace on this hemisphere<sup>19</sup>», affirme Roosevelt lors de son premier message présidentiel du 3 décembre 1901 devant le Congrès.

Relativement à la doctrine Monroe, aucun pays d'Europe ne peut espérer un traitement de faveur. En revanche, les États-Unis ne s'engagent pas à protéger l'Amérique de toute intervention européenne. Par exemple, en 1897, la flotte allemande menace Haïti sans ennui de la part des États-Unis<sup>20</sup>. Le maintien de la paix et de l'ordre à l'échelle internationale reste un objectif central et, bien que la guerre soit généralement une pratique condamnable, elle s'avère nécessaire et saine pour discipliner les nations jugées délinquantes: «Over the entire world, of recent years, wars between the great civilized powers have become less and less frequent. Wars with barbarous or semi-barbarous peoples come in an entirely different category, being merely a most regrettable but necessary international police duty<sup>21</sup>.» Roosevelt professe donc deux codes d'éthique internationale: l'un fondé sur l'équilibre des puissances civilisées et la paix, l'autre sur la régulation des pays barbares et voyous par la guerre<sup>22</sup>.

### Discipliner le Venezuela... ou l'Allemagne?

Situé à la croisée des sphères d'influence britannique et américaine, le Venezuela constitue depuis longtemps un espace de rivalité entre les deux puissances. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Caracas demande souvent l'appui de Washington contre les prétentions britanniques. Mais la réaffirmation aux États-Unis d'un discours paternaliste à l'égard de l'Amérique hispanophone en 1898 et la prise de pouvoir du dictateur vénézuélien Cipriano Castro en 1899 refroidissent leurs relations. En effet, l'élection, jugée frauduleuse, du nouveau président Ignacio Andrade génère une énorme instabilité politique, au bout de laquelle l'ancien gouverneur provincial Cipriano Castro prend le pouvoir avec l'aide de son armée privée<sup>23</sup>. Endetté, le Venezuela se brouille avec ses créanciers et multiplie les accrochages avec des navires britanniques. La question du remboursement des dettes vénézuéliennes incite l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie à fomenter une intervention conjointe. En décembre 1901, l'ambassade allemande informe Washington d'un projet de blocus naval, sans annexion territoriale, proposition qui reçoit le feu vert du secrétaire d'État John Hay<sup>24</sup>.

---

19. «Message of the President», 3 décembre 1901, dans *Papers Relating to the F.R.U.S., 1901-1902, op. cit.*, xxxvi.

20. En 1897, deux navires allemands menacent de bombarder Port-au-Prince si Haïti refuse de présenter des excuses et de verser une indemnité à l'Allemagne pour l'arrestation d'un citoyen allemand accusé de voie de fait sur un policier.

21. *Idem.*

22. Serge Ricard, *Théodore Roosevelt. Principes et pratique d'une politique étrangère*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1991, p. 123.

23. Judith Ewell, *Venezuela and the United States. From Monroe's Hemisphere to Petroleum's Empire*, Athens, University of Georgia Press, 1996, p. 45-99.

24. Ambassade impériale allemande, «Difficulty of Germany with Venezuela: Promemoria», 11 décembre 1901, dans *Papers Relating to the F.R.U.S., 1901-1902, op. cit.*, p. 194.



**Figure 1.** Caricature de Cipriano Castro, par W.A. Rogers, publiée dans *The New York Herald*, janvier 1903. (Domaine public)

Le 2 décembre 1902, Roosevelt prononce un nouveau discours devant le Congrès. Il se réjouit alors du déclin des guerres entre les puissances civilisées. Puis, il défend l'utilisation de la force par ces mêmes puissances civilisées pour discipliner les pays « délinquants » et assurer la paix mondiale<sup>25</sup>. Avec l'appui des États-Unis, les trois alliés européens ont donc les coudées franches pour attaquer le Venezuela.

Castro rejette l'ultimatum de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie le 7 décembre. Dès le 12 décembre, il demande une médiation américaine. Il souhaite même déléguer aux États-Unis les pleins pouvoirs de négociation auprès des trois alliés. Londres et Berlin acquiescent à cette proposition, à condition d'être pleinement dédommagés par le Venezuela. Pour maximiser la pression, les trois alliés passent à l'action, de sorte que le blocus entre en vigueur le 20 décembre. À leur grande déception, le président américain renvoie plutôt la question devant la Cour permanente d'arbitrage, dite le Tribunal de La Haye, créée en 1899<sup>26</sup>.

25. « Message of the President », 2 décembre 1902, dans *ibid.*, 1902-1903, xx.

26. Mr. Hay à sir Michael H. Herbert, 6 février 1903, dans *ibid.*, p. 474-475. Le Tribunal de La Haye avait été instauré par 21 pays européens et 6 pays non-européens (dont les États-Unis) lors d'une

En 1916, Roosevelt affirme avoir dû menacer l'ambassadeur allemand pour qu'il accepte l'arbitrage de La Haye: «I also became convinced that Germany intended to seize some Venezuelan harbor and turn it into a strongly fortified place of arms<sup>27</sup>.» Roosevelt aurait donc soupçonné les Allemands de se servir de la crise pour annexer de nouveaux territoires en Amérique, défiant ainsi la doctrine Monroe. Le Bureau de la Navigation des États-Unis avait déjà averti Roosevelt en 1902 du danger que représenterait la présence d'une base navale allemande dans les Caraïbes, mise en garde répétée par le U.S. Naval War College en 1903<sup>28</sup>. En effet, en cas de conflit avec les États-Unis, une telle base navale servirait de tremplin à la marine allemande pour bombarder New York ou Boston. L'Allemagne aurait pu être tentée d'implanter une telle base au Venezuela, sous le couvert d'une occupation littorale temporaire: c'est ce qu'elle avait fait en Chine en 1898, à Kiautschou. La principale menace à la sécurité des États-Unis serait-elle l'Allemagne? C'est ce que semble alors penser le président: «The only power which may be a menace to us in anything like the immediate future is Germany», écrit Roosevelt en 1901<sup>29</sup>. Les États-Unis n'ont apparemment pas la même appréhension vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Il faut dire que l'Angleterre possédait déjà des ports en Amérique: pourquoi en aurait-elle voulu un autre? Aussi, le Rapprochement opéré depuis 1898 rend, à ce moment, improbable la possibilité d'une guerre entre les deux pays. De plus, advenant une confrontation, le Canada pourrait rapidement être pris en otage par les Américains. Cette option a été énoncée par Roosevelt lui-même en 1895. Une telle monnaie d'échange n'existerait pas dans la perspective d'un conflit avec l'Empire allemand.

Dès les premiers jours de décembre 1902, la Maison-Blanche a ordonné le regroupement de cinquante-trois navires américains dans les Caraïbes sous la conduite de l'amiral George Dewey. Cela offre aux Américains une nette supériorité numérique sur les vingt-neuf vaisseaux alliés britanniques, allemands et italiens. Cela dit, aucun indice ne laisse croire que le Kaiser voulait réellement profiter de la situation pour établir une base navale, ou que l'Angleterre souhaitait annexer des territoires du Venezuela.

Le 8 janvier 1903, Castro souscrit à l'ensemble des conditions fixées par les alliés<sup>30</sup>. Pourtant, le blocus se poursuit. Le 10 février, l'ambassadeur américain à Londres met la faute sur l'Allemagne, le Kaiser exigeant un traitement préférentiel dans le remboursement des dettes. Le cabinet britannique fait dès lors pression auprès de l'Allemagne pour signer un protocole de levée du blocus<sup>31</sup>. Un accord est finalement trouvé le 13 février, permettant la suspension de l'opération navale. L'ambassadeur des États-Unis à Londres souligne

---

conférence internationale à la Haye, dans le but de réguler les arbitrages internationaux. Les juges du Tribunal sont choisis parmi un panel de juristes délégués par les pays membres de la Cour.

27. Mr. Roosevelt à Mr Thayer, 21 août 1916, dans Joseph Bucklin Bishop (dir.), *Theodore Roosevelt and his Time Shown in his Own Letters*, New York, Charles Scribner's Sons, 1920, vol. 1, p. 222.

28. Nancy Mitchell, *The Danger of Dreams. German and American Imperialism in Latin America*, Chapel Hill, UNC Press Books, 1999, p. 217-226.

29. Theodore Roosevelt à George von Lengerke Meyer, 12 avril 1901, cité dans: Tilchin, *op. cit.*, p. 18.

30. Mr. Hay à Mr. Tower, 8 janvier 1903, dans *Papers Relating to the F.R.U.S.*, 1903-1904, *op. cit.*, p. 435.

31. Mr. White à Mr. Hay, 10 février 1903, dans *ibid.*, p. 475.

l'empressement des Britanniques à rassurer les Américains : « I deem it proper to emphasize the great regard which has been shown throughout by His Majesty's Government, not only for the Monroe doctrine, [...] but also for the views and wishes of our Government and for the feelings of our people<sup>32</sup>. » C'est la plus cordiale manifestation d'amitié anglo-américaine que nous avons pu dénicher dans la correspondance diplomatique ; il faut donc attendre la toute fin de la crise pour que le parfum du Grand Rapprochement se fasse aussi bien sentir. En mars, l'Allemagne suggère la mise sous tutelle des finances du Venezuela par une commission internationale, garantissant ainsi le remboursement complet des dettes. Roosevelt écarte fermement cette option, invoquant l'opposition de l'opinion publique américaine et refusant de placer un État sud-américain sous contrôle européen. En avril et en mai se conclut l'accord final à La Haye, qui fixe les montants et les conditions du remboursement vénézuélien à ses créanciers, incluant non seulement les participants au blocus de 1902-1903, mais aussi la France, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, le Mexique et même les États-Unis<sup>33</sup>.

Au premier regard, la gestion de la crise par les dirigeants américains ne peut pas être interprétée comme expressément hostile à la Grande-Bretagne. Roosevelt a clairement défendu le droit des puissances européennes de « discipliner » les nations « délinquantes », comme le Venezuela. La participation britannique au blocus n'était donc pas vue comme problématique, initialement. Quelques accrochages diplomatiques avec Berlin entourant la poursuite du bombardement des côtes vénézuéliennes après le renvoi à La Haye ont toutefois irrité Washington, tout comme la question du mode de remboursement des dettes. Ces irritations ont possiblement réveillé la peur que le Reich établisse une base navale permanente. L'Angleterre, en comparaison, a semblé avoir mieux ménagé les susceptibilités américaines que l'Allemagne, ce que montre une brève analyse du *New York Times* de l'époque.

### **Europhobie et complot monarchique**

Le poids réel de « l'opinion publique » sur la conduite des affaires étrangères, qu'elle émane des représentants du Congrès, des journaux ou des manifestations populaires, fait débat. Selon l'historien Matthias Maass, l'opinion publique étatsunienne a certainement pesé dans l'affaire vénézuélienne : « Roosevelt had to balance his personal view with America public sentiment, which was much less permissive on the question of European intervention in the western hemisphere<sup>34</sup>. » Selon Maass, l'opinion publique aurait contraint le président à faire preuve d'une plus grande fermeté avec les alliés européens. Notre analyse tend à nuancer légèrement ce constat, du moins en ce qui touche les premières phases de la crise.

32. Mr. White à Mr. Hay, 14 février 1903, dans *ibid.*, p. 475-476.

33. Freiherr von dem Bussche-Haddenhausen à Mr. Hay, 4 avril 1903, « Protocol of Agreement between Venezuela and Germany—to which the United States and Other Powers are Parties—Respecting the Reference of the Question of the Preferential Treatment of Claims to the Tribunal at the Hague », 7 mai 1903, dans *Papers Relating to the F.R.U.S., 1903-1904, op. cit.*, p. 439.

34. Matthias Maass, « Catalyst for the Roosevelt Corollary: Arbitrating the 1902-1903 Venezuela Crisis and Its Impact on the Development of the Roosevelt Corollary to the Monroe Doctrine », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 20, n° 3, automne 2009, p. 393.

Chose certaine, si le *Congressional Record* compte peu d'interventions sur la crise vénézuélienne, celles-ci favorisent généralement une ligne dure contre les Européens. Le sénateur républicain Shelby Moore Cullom (Illinois), président de la Commission sur les Affaires étrangères, dénonce au Congrès la violence déployée par les alliés (par exemple, le bombardement des navires vénézuéliens et des forts côtiers), tout en reconnaissant que la doctrine Monroe n'a pas encore été violée<sup>35</sup>. Le Congrès autorise sans encombre la proposition d'arbitrage international du président Roosevelt. Le 18 décembre 1902, la Chambre des représentants adopte aussi les résolutions proposées par la Commission des Affaires étrangères concernant la crise du Venezuela, qui insistent sur le respect de la doctrine Monroe : elles demandent cependant à l'exécutif si « the United States can, by a firm assertion of the Monroe doctrine, bring about, or aid in bringing about, a peaceful and fair adjustment of the disputes [...] to preserve the governmental and territorial integrity and independence of Venezuela<sup>36</sup> ». Le démocrate David A. De Armond (Missouri) dénonce alors la mollesse du président Roosevelt, par contraste avec l'attitude du président Cleveland durant la première crise vénézuélienne de 1895<sup>37</sup>. Dans les années suivantes, les interventions en Chambre continuent de se montrer assez critiques envers l'Europe, y compris envers la Grande-Bretagne. C'est surtout vrai du côté démocrate. Henry M. Teller (Colorado) se réjouit de la crainte qu'inspire la puissance militaire américaine, y compris auprès de l'Angleterre<sup>38</sup>. Dans le même esprit, un représentant comme John Lind (Minnesota) s'exclame fièrement : « I would infinitely rather see a greater America on this continent than a greater Britain in any portion of it. [Applause on the Democratic side]<sup>39</sup>. » En général, ce n'est pas au Congrès, et certainement pas au Parti démocrate, que l'on retrouve d'intenses, sincères et touchantes expressions d'amitié avec la Grande-Bretagne.

Dès le début de la crise, le *New York Times* fait montre d'une attitude bien différente de celle du Congrès. L'éditeur en chef du journal, Charles R. Miller, s'est avéré pourtant proche de l'ancien président démocrate Grover Cleveland<sup>40</sup>. Le 2 décembre, il se range toutefois derrière l'interprétation de la doctrine Monroe proposée par Roosevelt, parce qu'elle défend la souveraineté des républiques latino-américaines sans les protéger des représailles européennes, si jamais elles font preuve de mauvaise conduite internationale (comme c'était le cas avec le non-remboursement des dettes) : « Decidedly we do not mean that these republics shall be at liberty to cheat their creditors. [...] If one [...] should convert itself into a nest of pirates and enemies of the human race it is plain that, Monroe doctrine or no Monroe doctrine, we could not [...] "stand for" that condition of things<sup>41</sup>. » Le journal propose même que les États-Unis se joignent aux alliés afin de tordre le bras du président

35. « Senator Cullom's Opinion », *The New York Times*, 12 décembre 1902, p. 2.

36. *Ibid.*, 18 décembre 1902, p. 423.

37. *Ibid.*, p. 428.

38. Senate, *Congressional Record*, 58<sup>e</sup> Congrès, vol. 39, Partie 1, 15 décembre 1904, p. 796.

39. *Idem.*

40. Elmer Davis, *History of The New York Times, 1851-1921*, St. Clair Shores, Scholarly Press, 1971 [1921], p. 248-249.

41. « The Monroe Doctrine and "US" », *The New York Times*, 2 décembre 1902, p. 8.

Castro<sup>42</sup>. Cela dit, les alliés sont accusés du même souffle d'avoir conclu des ententes économiques injustes avec le Venezuela<sup>43</sup>. Avec le temps, le blocus apparaît de plus en plus comme un moyen excessif, malgré la légitimité des griefs alliés et l'impopularité manifeste du régime de Castro aux États-Unis<sup>44</sup>.

Le 13 décembre, le quotidien new-yorkais opère une première distinction entre la conduite de la Grande-Bretagne et celle de l'Allemagne. Par exemple, il semble confiant que Londres accepte un règlement du conflit devant la Cour d'arbitrage de La Haye, contrairement à Berlin : «This is not the first time that the world has had occasion to observe a certain precipitancy and brusqueness in German behavior [...]. [T]he German Empire [...] is rather slow in acquiring familiarity with the forms of international procedure<sup>45</sup>.» Lorsque Castro se soumet aux conditions des alliés, toute violence est désormais perçue comme «an act of savagery» :

Great Britain and Germany know well that there is a point beyond which we should not be indifferent to their operations against Venezuela. [...] But it will not come to that, unless our confidence in the friendship of Great Britain has been misplaced. That Germany would persist in ravaging the coast of the Venezuelans after Great Britain had discarded that method for a more civilized procedure is incredible. We place our hope in the good sense, the wisdom, and the friendship of our nearer kin<sup>46</sup>.

Au fil des jours, l'impatience du lectorat se manifeste dans les colonnes du journal. Certains lecteurs se font de plus en plus nerveux : «The “naval demonstration” against Venezuela by England and Germany means the opening of South America to conquest and colonization by European monarchies<sup>47</sup>», écrit l'un d'entre eux.

Ainsi, les puissances européennes sont jugées au diapason d'une certaine vision de l'éthique internationale, incarnée par la doctrine Monroe, l'arbitrage pacifique des conflits et les «bonnes manières» diplomatiques. En la matière, l'Allemagne choque et la Grande-Bretagne déçoit. La rédaction du *New York Times* blâme l'indélicatesse de l'Allemagne et accuse la monarchie britannique, manipulée par la couronne allemande, d'avoir influencé le cabinet au détriment du Parlement et du peuple britanniques : «We may recognize that the politics of Great Britain are still, or rather renewedly, “dynastic” ; that the German Kaiser is a very clever man [...] and that it is to the interest of Germany [...] that the understanding between the British Empire and the American Republic should not be too good<sup>48</sup>.» Le roi

42. «The Case of Venezuela», *The New York Times*, 8 décembre 1902, p. 8.

43. «Coercing Venezuela», *The New York Times*, 5 décembre 1902, p. 8.

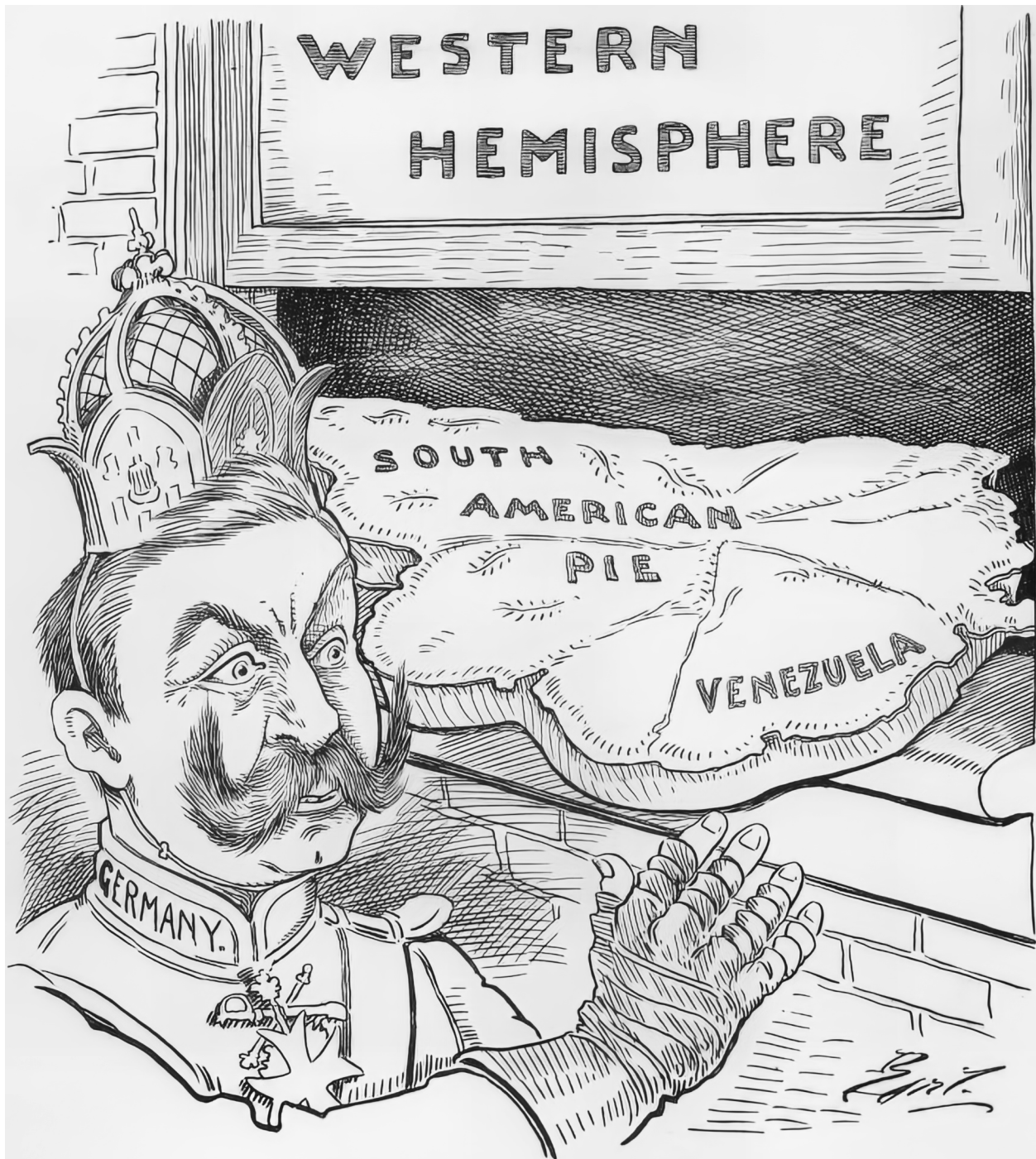
44. «Venezuela», *The New York Times*, 11 décembre 1902, p. 8.

45. «Arbitration for Venezuela», *The New York Times*, 13 décembre 1902, p. 8.

46. «A Pacific Settlement», *The New York Times*, 16 décembre 1902, p. 8.

47. Ellis Gray Seymour, «The Monroe Doctrine and Venezuela», *The New York Times*, 21 décembre 1902, p. 28.

48. «British Opinion and Venezuela», *The New York Times*, 2 janvier 1903, p. 8.



HE MAY NOT BE HUNGRY, BUT -  
He Has a Hungry Look.

*From the Minneapolis Journal, Jan. 26 '03.*

**Figure 2.** «He May Not Ne Bungry, But...», par Charles Bartholomew, publiée dans *Minneapolis Journal*, 26 janvier 1903 (Domaine public)

britannique Édouard VII, cousin du Kaiser Guillaume II, aurait convaincu ses ministres de mener « a joint attack with Germany on the Monroe Doctrine<sup>49</sup> ». Ainsi, le Kaiser aurait moralement corrompu les dirigeants de la Grande-Bretagne pour les inviter à conspirer contre les États-Unis : « [T]his is not only an alliance with Germany, but [...] an alliance against the United States [...], a reversion on the part of England to the political backwardness of Germany<sup>50</sup>. » Le cabinet de lord Balfour, en violation complète des valeurs libérales de l'Angleterre, s'avère dès lors accusé d'avoir contourné l'opinion britannique pour suivre l'Allemagne dans son agression du Venezuela.

Ce récit à saveur complotiste ne repose sur aucune preuve, mais il leur permet d'expliquer le fossé qui sépare les opinions publiques allemande et anglaise sur la question vénézuélienne. Alors que la presse allemande défend le bien-fondé de l'agression, les périodiques britanniques se font beaucoup plus critiques. Lorsque les Allemands bombardent des forts côtiers vénézuéliens en janvier 1903, le *New York Times* y voit immédiatement la confirmation de l'analphabétisme diplomatique et de l'insensibilité humanitaire du Reich allemand : « Worse international manners than Germany has exhibited from the beginning of this wretched Venezuela business have rarely come under the observation of civilized men<sup>51</sup>. » « We feel sure that no British commander would have been guilty of so flagrant a violation of the customs of civilized nations<sup>52</sup> », crache-t-il, le 26 janvier. La différence entre la conduite britannique et celle de la flotte allemande est donc de plus en plus mise en évidence dans les pages du *New York Times*. Comment l'Angleterre peut-elle collaborer avec un tel partenaire ? L'impatience s'accroît encore une fois le 3 février : « We do not expect Germany to be particularly considerate of our views, but we very much regret that the English Government should be willing to make this heavy draft upon our patience and presume so far upon our sentiments of friendship<sup>53</sup>. » Après la levée du blocus, le *New York Times* abandonne rapidement le sujet.

Naturellement, le propos éditorial du *New York Times* ne cristallise pas l'entièreté de l'opinion publique américaine, ce dont témoignent plusieurs courriers de lecteurs. À la fin du mois de janvier, une voix s'élève pour appuyer l'intervention européenne : « It would be a good thing for Venezuela if we could twist a big loop enough in the Monroe Doctrine for the powers to run through, seize Caracas, depose Castro<sup>54</sup>. » Des lecteurs – notamment d'origine allemande – dénoncent la « germanophobie » du rédacteur en chef, refusant en outre toute solidarité avec les régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud<sup>55</sup>. Enfin, quelques-

---

49. « The Anglo-German Alliance », *The New York Times*, 15 janvier 1903, p. 8.

50. « "Court Politics" In England », *The New York Times*, 25 janvier 1903, p. 6.

51. « The German Way », *The New York Times*, 23 janvier 1903, p. 8.

52. « German Explanations », *The New York Times*, 26 janvier 1903, p. 8.

53. « The Claims Against Venezuela », *The New York Times*, 3 février 1903, p. 8.

54. H.W. Coolege, « The Powers and Venezuela », *The New York Times*, 23 janvier 1903, p. 8.

55. W.M.P., « The German View of the Venezuela Affair », *The New York Times*, 6 février 1903, p. 5 ; An American Citizen of German Descent, « German View of the Venezuelan Affair », *The New York Times*, 8 février 1903, p. 6 ; P.B., « Likes Reply to the Spectator », *The New York Times*, 8 février 1903, p. 6.

uns rappellent que les États-Unis ont eux-mêmes déjà exercé des pressions internationales importantes pour recueillir des dédommagements financiers<sup>56</sup>. Notons que l'Italie ne fait l'objet d'aucune discussion dans le journal, jouant un rôle trop secondaire dans la crise.

Les propos recueillis dans le *Congressional Record* et le *New York Times* révèlent des sentiments contradictoires, qui mettent en valeur deux perspectives distinctes. Au début de la crise, le journal new-yorkais accueille positivement l'intervention d'alliés civilisés contre une nation « délinquante ». Mais la persistance du blocus après l'acceptation d'un arbitrage international et la multiplication des violences changent son attitude, le rapprochant des discours tenus au Congrès par les démocrates. Désormais, le Venezuela est dépeint comme une nation agressée par les monarchies européennes, situation qui défie la doctrine Monroe et une certaine éthique internationale. La Grande-Bretagne semble avoir été entraînée par l'Allemagne dans une aventure militaire douteuse en Amérique. Clairement, un préjugé défavorable envers l'Allemagne s'est cristallisé au *New York Times*.

Nonobstant quelques évocations de l'amitié anglo-américaine, on ne perçoit aucune racialisation « anglo-saxonne » du conflit dans les textes étudiés. De plus, jamais la possibilité de l'installation d'une base navale allemande n'a été soulevée publiquement. Bref, sans prioriser les mêmes enjeux, l'exécutif, le Congrès et une partie du discours public avaient des attentes politiques, idéologiques, éthiques et sécuritaires convergentes. Et c'est d'abord l'Allemagne qui est accusée de ne pas les avoir respectées.

### Genèse du corollaire Roosevelt

Le jugement de La Haye accorde finalement un traitement préférentiel à Londres, Berlin et Rome dans le remboursement des dettes, contrairement aux volontés américaines, en plus de confier aux États-Unis la responsabilité de faire respecter le traité<sup>57</sup>. Le 6 décembre 1904, le président énonce devant le Congrès ce qui allait s'appeler le « corollaire Roosevelt ». Il rappelle d'abord son engagement pour la paix, mais aussi la nécessité de policer les nations délinquantes : « The peace of tyrannous terror, the peace of craven weakness, the peace of injustice, all these should be shunned as we shun unrighteous war<sup>58</sup>. » En conséquence, les États-Unis devraient intervenir eux-mêmes auprès des pays fautifs d'Amérique, prenant ainsi leur pleine responsabilité internationale et empêchant, pour l'avenir, toute nouvelle incursion punitive européenne susceptible d'égratigner la doctrine Monroe : « Chronic wrong-doing [...] may [...] ultimately require intervention by some civilized nation, and in the Western Hemisphere the adherence of the United States to the Monroe Doctrine may force the United States [...] to the exercise of an international police power<sup>59</sup>. »

Le corollaire Roosevelt concilie bien la volonté des États-Unis d'exercer un monopole géopolitique dans l'hémisphère occidental, sans cautionner la mauvaise conduite des États

56. P.R.S., « Uncle Sam as Debt Collector », *The New York Times*, 23 février 1903, p. 6.

57. « The Venezuelan Arbitration before the Hague Tribunal », 22 février 1904, dans *ibid.*, p. 506-509.

58. « Message of the President », 6 décembre 1904, dans *Papers Relating to the F.R.U.S., 1904-1905*, *op. cit.*, xxxix.

59. *Ibid.*, xli-xlii.

délinquants. Pour empêcher les républiques latino-américaines de s'endetter auprès de l'Europe, les États-Unis allaient bientôt déployer la « diplomatie du dollar », se substituant aux investisseurs européens et exerçant ainsi un contrôle financier important sur l'Amérique latine<sup>60</sup>. Roosevelt dépêche l'armée américaine en République dominicaine en 1903-1905, justement pour prévenir un blocus européen, assumant son rôle de « gendarme » des Amériques.

Cette nouvelle politique convient très bien à l'Angleterre, qui espère se désengager de l'hémisphère occidental. Au même moment, les deux puissances réussissent à régler la plupart de leurs différends géopolitiques, surtout grâce aux concessions effectuées par l'Angleterre pour s'attirer la bienveillance des États-Unis. Le conflit territorial entre le Canada et l'Alaska trouve sa résolution en 1903, la Grande-Bretagne sacrifiant sans problème les intérêts de son dominion sur l'autel de l'amitié anglo-américaine<sup>61</sup>. Malgré quelques frictions en Jamaïque (1907) et aux Jeux olympiques de Londres (1908), les concessions britanniques encouragent les rapprochements culturels, économiques et diplomatiques avec les États-Unis. La relation anglo-américaine s'inscrit en effet dans un cadre civilisationnel plus large, caractérisé par l'influence bienfaisante de l'Occident sur les peuples « barbares » et la mise en place de rapports pacifiques entre les grandes puissances. Si l'Allemagne, le Japon et la Russie peuvent parfois prétendre faire partie du cercle des nations civilisées, ils manifestent toutefois des ambitions impériales trop dangereuses. Dans ce contexte, Roosevelt voit favorablement l'Entente cordiale (1904) entre la France et la Grande-Bretagne. Et, sans surprise l'agression de la Belgique en 1914 finit par anéantir tout ce qui put lui rester de sympathie envers le Reich.

\*\*\*

À n'en point douter, le Grand Rapprochement s'avère un phénomène diplomatique fort complexe. Il est indéniable que l'anglosaxonisme a légitimé une nouvelle proximité entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, vu sa vaste diffusion dans les champs intellectuel, culturel et politique. Plus encore, les concessions de Londres dans divers dossiers (frontière guyano-vénézuélienne, traité du canal, frontière de l'Alaska, etc.) ont convaincu Washington de la bonne foi des Britanniques. La deuxième crise vénézuélienne de 1902-1903 met surtout en exergue la capacité de la Grande-Bretagne à s'attirer la sympathie des États-Unis, en respectant un certain nombre de limites diplomatiques. Cela ne signifie pas, toutefois, que la conduite de l'Angleterre est approuvée par l'ensemble des acteurs politiques et médiatiques américains. L'Allemagne semble avoir joué beaucoup plus dangereusement avec ces limites. Roosevelt a manqué visiblement de confiance à l'égard du Kaiser et s'inquiétait du possible établissement d'une base navale allemande en Amérique. La poursuite des bombardements allemands après que l'affaire eut été renvoyée à La Haye

---

60. Combs, *The History of American Foreign Policy*, *op. cit.*, p. 61-62.

61. Tony McCulloch, « Theodore Roosevelt and Canada: Alaska, the "Big Stick" and the North Atlantic Triangle, 1901-1909 », dans Ricard (dir.), *A Companion to Theodore Roosevelt*, *op. cit.*, p. 300-312.

généra une nette méfiance à l'endroit du Reich allemand. Soulignons au passage qu'une analyse plus étendue de la presse américaine permettrait sans doute de comprendre avec plus de détails les réactions émises dans le discours public.

Enfin, nous ne serions pas surpris que les controverses internationales de cette nature aient préfiguré le discours adopté par les États-Unis après leur entrée en guerre en 1917 contre le Reich allemand. Il serait très stimulant de voir comment l'identité anglo-saxonne, bien qu'elle ait renié sa matrice allemande et réajusté ses récits fondateurs, a pu survivre (et se dissimuler) à travers un nouveau discours libéral, capitaliste et atlantiste au xx<sup>e</sup> siècle, dans le sillage des deux guerres mondiales.